

MOBILISÉS, ENSEMBLE !



AU PROGRAMME

10 heures Accueil des congressistes – **12 h 30** Déjeuner – Début des travaux – **14 heures** Installation de la présidence de séance – **14 h 10** Election du Bureau du Congrès – **14 h 20** Election de la Commission Mandats et Votes – **14 h 30** – Adoption du règlement du Congrès – **14 h 35** Hommage aux disparus – **14 h 50** Accueil par le Secrétaire Général de l'UD 63 – **15 h 20** Rapport d'ouverture – **16 heures** Pause – **16 h 30** Election de la Commission du document d'orientation – **16 h 45** Rapport de la Commission Mandats et Votes – **17 h 30** Vote – **17 h 45** Election des Présidences de séances – **18 h 00** Inauguration des expositions de l'IHS CGT, d'Ernest Pignon-Ernest et de Sebastião Salgado



BAPUSHHO

le Peuple

Organe officiel de la CGT

Éditeur :

la CGT, 263, rue de Paris,
93516 Montreuil Cedex.

Directrice de la publication :

Nathalie Verdeil

Rédactrice en chef :

Eva Emeyriat

Rédactrice en chef technique -

Conception graphique :

Sylvie Lebrun

Rédacteurs :

Houda Benallal, Arthur Brondy, Ludovic Finez, Elodie Hertu, Yvon Huet, Michel Scheidt, Lennie Nicollet, Clément Pouré, Sonia Reyne

Rédacteurs Graphistes :

Séverine Calippe, Christophe Lente

Secrétaires de rédaction :

Francis Ambrois, Isabelle Puzelat, Erwan Serveau

Correcteur :

Philippe Zirn

Impression :

La Montagne, imprimerie Groupe Centre France à Clermont-Ferrand

Crédit photo de couverture :

Nicolas Guyonnet/AFP

ÉDITO



B. RONDEAU

**Nathalie Verdeil**
Directrice de publication du *Peuple*

UN CONGRÈS AU CŒUR DE LA LUTTE ET DES CHOIX

Vous avez dans les mains le premier numéro du *Peuple* du congrès, le journal de la CGT qui vous accompagnera au quotidien pour, en premier lieu, rendre compte des débats et décisions de chaque journée. Dans ce premier numéro, vous trouverez des articles sur la région qui nous accueille, son histoire sociale, ses luttes ou sa culture. Depuis plusieurs mois, de nombreux militants œuvrent à la préparation de cet événement pour vous mettre dans les meilleures conditions possible. Mandatement, rédaction du bilan, du projet d'orientation, traitement des amendements, mises à disposition pour la future direction, préparation des délégués et bien sûr la logistique. Nous les en remercions. Le congrès est un moment démocratique essentiel. Toutes et tous les délégué·e·s présent·e·s vont participer tout au long de la semaine à la construction de la CGT pour les trois ans à venir. Les travaux s'ouvrent aujourd'hui au cœur d'une actualité sociale inédite, de mobilisations de très grande ampleur depuis plusieurs semaines pour combattre une «réforme» des retraites violente et injuste. Nous sommes dans la démonstration d'une lutte des classes bien vivante. Les choix politiques opérés attaquent les droits de celles et ceux qui travaillent au profit des actionnaires, des plus riches. La colère s'enracine depuis des mois, les revendications salariales, celles autour du temps de travail et du sens du travail s'expriment avec plus de force, et de nombreux salariés nous rejoignent. Le défi, c'est de les organiser pour qu'ils et elles trouvent leur place dans la CGT. Pendant cette semaine, nous allons échanger, confronter nos idées, nous écouter et décider de l'orientation de notre organisation pour les trois prochaines années, mais aussi élire la direction qui les portera. Mettons à profit l'enthousiasme des luttes et de ceux qui nous font confiance pour avancer vers notre projet de transformation de la société. Très bon congrès! ♦

“Nous sommes dans la démonstration d'une lutte des classes.”

SOMMAIRE

04**Rendez-vous**
Les temps forts du stand confédéral.**06****Dans le rétro**
L'activité de la CGT au cours du dernier mandat.**14****Histoire sociale**

Michelin, une entreprise où s'est construite la mémoire de l'action syndicale de la région.

09**International**

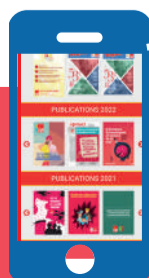
Iran, tous mobilisés derrière le slogan : « Femme, vie, liberté ».

15**Sexisme**

Le bilan de la cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles, qui sera présente au congrès.

12**Territoire**

Aura / Puy-de-Dôme : Retraite, service ferroviaire, salaires, le département connaît de fortes mobilisations.

le **Peuple** EN DEUX CLICS

Retrouvez toutes les publications militantes CGT en téléchargeant l'application « **le kiosque CGT** » sur votre smartphone, tablette ou ordinateur.

Elles vous accompagnent partout et sont consultables même en l'absence de réseau internet. Retrouvez sur le kiosque la version quotidienne du *Peuple* congrès distribué tous les matins en format papier, en version augmentée avec les vidéos, photos, les résultats des votes et les rapports complets. Cliquer sur les icônes signalant un article enrichi, comme celle-ci:



LES RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLES

15
32
60 PROGRAMME
DE LA
MAISON
CONFÉDÉRALE

lundi 27 mars // 11 h 30

Maîtriser les enjeux politiques et techniques de la représentativité afin de mieux préparer et gagner les élections professionnelles.

En présence de :

- **David GISTAU** et **Frédéric BIROBENT** (CEC sortante) ;
- **Anaïs FERRER** et **Muriel REIGNIER** (conseillères confédérales).

Mardi 28 mars // 16 h 30

Débat autour des luttes actuelles sur les salaires.

18 h 15

Échanges et témoignages sur l'intérêt de l'échelle mobile des salaires.

Mercredi 29 mars // 18 h 15

Financer la retraite à 60 ans à taux plein, c'est possible !

Échange entre l'économiste **Michaël ZEMMOUR** et **Catherine PERRET** (secrétaire confédérale sortante).

Jeudi 30 mars // 16 heures

Réduire le temps de travail et y retrouver du sens.

Échange entre l'économiste **Coralie PEREZ** et **Olivier PERROT** (conseiller confédéral). Travailler moins pour travailler mieux, travailler toutes et tous, c'est possible !

**Au fil de la journée,
présentation sur les 32 heures**

TOUT AU LONG
DE LA SEMAINE

Venez à la rencontre de l'équipe de la maison confédérale, et de celles de ses espaces **Vie syndicale**, **International**, **Revendicatif** et **Communication**.

Le matériel édité par la confédération est mis à votre disposition sur le stand en version papier ou sur clé USB, n'hésitez pas à venir ! Les conseillères et conseillers sont présent-e-s pour répondre à vos questions sur :

- ◆ les élections professionnelles et la représentativité ;
- ◆ la retraite et la Sécurité sociale ;
- ◆ les salaires ;
- ◆ le droit du travail ;
- ◆ la formation syndicale ;
- ◆ les parcours militants ;
- ◆ les élections professionnelles ;
- ◆ les sujets économiques...

Retrouvez également les camarades de l'UCR, de l'Ugict, de l'IHS et du CNTPEP pour échanger sur les questions spécifiques aux retraité-e-s, ingénieur-e-s, cadres et technicien-e-s ou privé-e-s d'emploi et précaires, notamment au travers de l'expérience des bureaux d'embauche.

Des questions sur CoGÉTise et CoGiTiel :

les camarades seront aussi sur le stand pour vous aider.

LES PUBLICATIONS DE L'ESPACE
RENDICATIF SONT DISPONIBLES
SUR LE SITE
WWW.ANALYSES-PROPOSITIONS.CGT.FR

LES PUBLICATIONS DE L'ESPACE VIE
SYNDICALE SONT DISPONIBLES SUR
LE SITE WWW.VIE-SYNDICALE.CGT.FR



PLEIN LES YEUX

Un congrès de la CGT, c'est aussi un moment de partage culturel. Toute la semaine, vous pourrez prendre le temps d'admirer les œuvres de deux grands artistes contemporains. Ernest Pignon-Ernest et Sebastião Salgado ont mis à notre disposition deux magnifiques expositions que vous allez pouvoir découvrir, ou redécouvrir, toute cette semaine. Leurs œuvres, et la manière dont elles nous parlent du monde, doivent être accessibles au plus grand nombre ; c'est le sens de leur présence à notre congrès, qui répond à notre revendication d'accès de toutes et tous à la culture.

Exposition d'Ernest Pignon-Ernest

Ernest Pignon-Ernest est considéré comme le précurseur et l'initiateur de l'art urbain en France. Ses interventions métamorphosent, perturbent, révèlent les lieux et les événements qu'il a précisément choisis. Inscrits de nuit dans les contextes pour lesquels ils ont été conçus, ses dessins s'apparentent à des fictions surgissant par effraction dans le champ du réel, en bouleversant l'appréhension, en réactivant la mémoire, en aiguissant les significations. De ses collages de 1971 sur la Commune, des escaliers du Sacré-Cœur à ceux du métro Charonne, du Chili à Soweto, d'Alger à Naples, de la Palestine de Mahmoud Darwich à la plage d'Ostia où Pasolini fut assassiné, de l'avortement à l'immigration... chez Ernest Pignon-Ernest, la confrontation aux drames de notre temps, comme l'exploration de destins individuels, ont toujours concilié une exigence éthique sans concession, ni reniement, avec une expression artistique singulière, exigeante et novatrice.



Exposition de Sebastião Salgado

Économiste de formation, Sebastião Salgado a commencé sa carrière de photographe en 1973, à Paris, et a travaillé avec les agences photo Sygma, Gamma et Magnum Photos. Aujourd'hui, il possède avec Lélia Wanick Salgado, sa partenaire de travail et aussi son épouse, sa propre structure. Les œuvres photographiques de Sebastião Salgado ont fait l'objet de nombreux livres et expositions – conçus par Lélia –, tels que «Sahel, l'homme en détresse», «Autres Amériques», «La Main de l'Homme», «Terra», «Exodes», «Afrique», «Genesis» ou «Gold». En 1978, à la demande de la municipalité de La Courneuve, il effectue un reportage sur la Cité des 4000. Pendant six ans, de 1986 à 1992, il conduit un projet consacré au système de production mondiale qui le mène dans vingt-six pays, sur tous les continents. Il est membre de l'Académie des Beaux Arts de France, Chevalier de la Légion d'Honneur, Docteur Honoris Causa de l'Université de Harvard (USA), et parmi les principales distinctions qu'il a reçues figurent le prix Primo Levi, le Prix de la paix du commerce du livre allemand et le prix Praemium Imperiale, de la Japan Art Association, considéré comme le Nobel des arts. En 1998, il a créé avec Lélia, au Brésil, l'Instituto Terra, une organisation civile à but non lucratif axée sur la reforestation, l'éducation environnementale et le développement rural durable dans la vallée du Rio Doce, dans l'État du Minas Gerais. En 2021, le couple a lancé son dernier projet : un livre et une grande exposition sur l'Amazonie.

Les Archives en héritage

Pour fêter ses 40 ans, l'Institut d'histoire sociale de la CGT propose une vaste exposition sur l'histoire du mouvement des travailleurs, à partir des archives très riches constituées depuis sa création en 1982, sous l'impulsion de Georges Séguéy.



L'ACTIVITÉ DE LA CGT AU COURS DU DERNIER MANDAT

- Grands événements
- Réformes / Lois
- Mobilisations / Initiatives
- Campagnes CGT

2019

La frise temporelle permet de visualiser « d'un seul coup d'œil » le mandat du 52^e Congrès. L'axe temps de la mandature court du mois de mai 2019, point de départ du congrès de Dijon, au mois de novembre 2022, date de validation du rapport d'activité par la commission exécutive confédérale afin d'en permettre la transmission aux syndicats dans le délai statutaire.

C'est pourquoi le visuel ne saurait tout brasser. Nous pensons, pour ne citer que ces exemples, aux résultats des élections fonction publique, du mois de décembre 2022 et l'impact sur la représentativité, à la réforme des retraites nouvelle version...

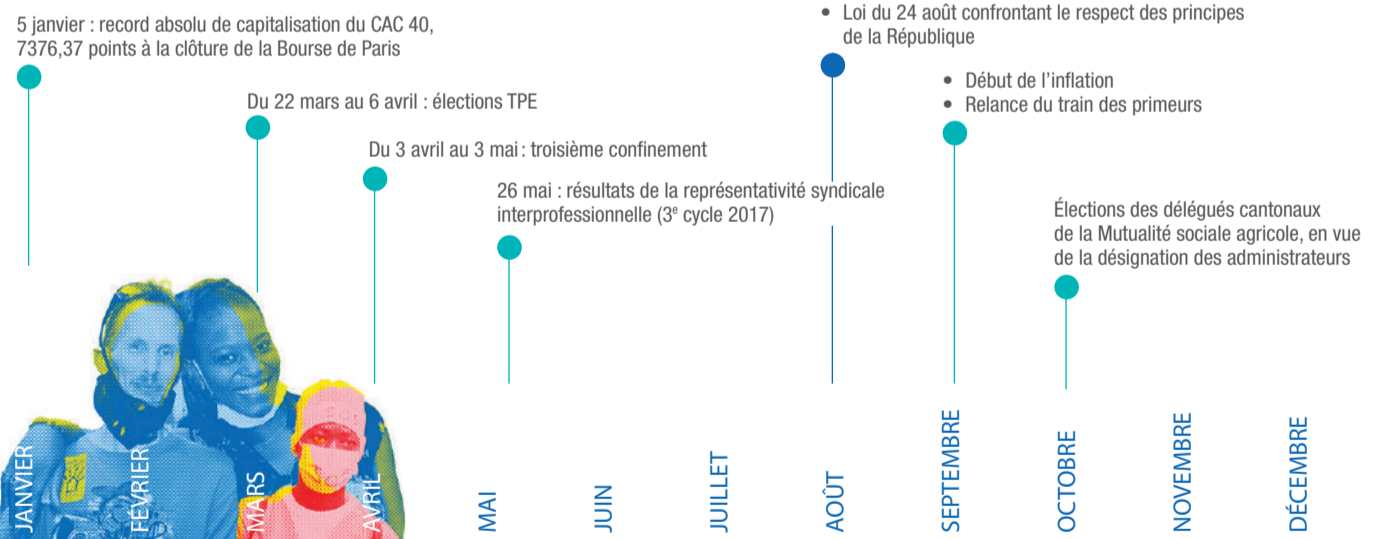
Cette frise donne pour information quatre types de repère : des événements marquants de la période; les campagnes revendicatives de la CGT; les lois et négociations collectives et accords interprofessionnels; les luttes et initiatives interprofessionnelles.

Ces indications visent à borner et jaloner le déroulement du mandat et non à en faire l'analyse. Cette analyse et le bilan de nos actions figurent bien dans le rapport d'activité proprement dit.



Campagne contre la privatisation du Groupe ADP, anciennement, Aéroports de Paris : affiche, pétition, tract

- 5 décembre : 1,5 million de manifestants contre le projet de réforme des retraites
- 23 novembre : initiative contre les violences faites aux femmes
- Diffusion du *Contact* « Retraite n° 1 »
- Lancement de la campagne TPE
- Diffusion du dépliant « Pas de hasard pour ma retraite »
- Questionnaire aux adhérents



2021



- Plan de rupture CGT : les propositions pour la relance industrielle
- Lancement de la campagne sur les 32 heures
- 8 mars : webinaire sur l'égalité professionnelle
- Février : webinaire sur la dette publique
- Initiative devant la mairie de Montreuil « pôle public de santé »
- Initiatives pour le 150^e anniversaire de la Commune de Paris
- Lancement du journal *Le Réseau de la sociale* vers les administrateurs de la Sécurité sociale
- Campagne « Augmenter les salaires, c'est possible » : fiches argumentaires pour déconstruire les idées reçues
- 5 octobre : manifestation nationale interprofessionnelle
- 14 octobre : journée d'étude sur les 32 heures à Montreuil
- Webinaire sur les aides publiques aux entreprises
- Lutte coordonnée en région parisienne pour la régularisation des travailleurs sans papiers
- 80^e anniversaire de la fusillade de Châteaubriant
- Webinaire sur la justice des mineurs
- Journée d'étude sur les enjeux sociaux et environnementaux de l'énergie
- 2 décembre : manifestation pour les droits des retraité-es à l'appel unitaire de neuf syndicats et associations
- 10 décembre : journée confédérale « hydrogène »
- Diffusion d'un 8-pages militants dans *Ensemble* sur les 32 heures

2020

2 février : utilisation du 49.3 pour imposer la réforme des retraites

- 11 mars : Covid-19, déclaré par l'OMS crise sanitaire mondiale
- 17 mars au 10 mai : premier confinement
- « 1^{er} mai confiné »

Présentation du premier plan de relance du gouvernement

Mise en place du forfait urgence

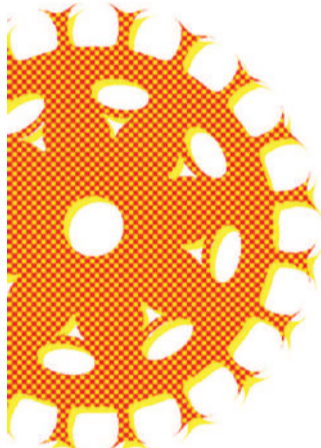
Du 30 octobre au 15 décembre : deuxième confinement avec couvre-feu dans les métropoles

2 novembre : accord national interprofessionnel sur le télétravail

Présentation du projet de loi « état d'urgence sanitaire »

Début de la campagne vaccinale

JANVIER FÉVRIER MARS AVRIL MAI JUIN JUILLET AOÛT SEPTEMBRE OCTOBRE NOVEMBRE DÉCEMBRE



Diffusion du *contact* « Retraite n° 2 »

Initiative égalité professionnelle femmes/hommes à Montreuil pour préparer la journée d'action le 8 mars

- Lancement d'une campagne de syndicalisation
- Lancement du 1^{er} baromètre éco

Concert de solidarité avec les grévistes

Initiative 1^{er} mai concours photo sur les réseaux sociaux et webinaire avec Médiapart sur le « monde d'après »

75^e anniversaire de la Sécurité sociale : journée d'étude à Montreuil retransmise dans une trentaine d'organisations territoriales ou syndicats

- Lancement des bureaux d'embauche
- Lancement d'une pétition contre la mise en place du forfait urgence
- Initiative pour soutenir la reprise de la papeterie de la Chapelle Darblay

Campagne contre l'application de la réforme chômage

Livret militant et *Contact* « Le progrès social et environnemental, c'est possible »

Pétition pour la gratuité du vaccin avec d'autres organisations

Manifestation contre le projet de loi d'état d'urgence sanitaire

25 novembre : initiative contre les violences faites aux femmes

La CGT présente son Plan de rupture

24 février : la Russie déclare la guerre à l'Ukraine et envahit son territoire

Scandale McKinsey : abus d'usage des cabinets de conseil privés pour mener les politiques publiques

10 et 24 avril : élections présidentielles

Du 9 au 16 mai : première élection des représentants des travailleurs de plateforme

Accord national interprofessionnel sur la modernisation du paritarisme

12 et 19 juin : élections législatives

Record en France de versement de dividendes : 44,3 milliards au titre des profits 2021

16 août : loi sur le pouvoir d'achat

Octobre : mois le plus chaud jamais enregistré en France (+ 3,5° C en moyenne)

Nouvelle réforme de l'assurance chômage

2022

29 SEPTEMBRE 2022
Toutes mobilisé-e-s pour :

- Augmentation des salaires
- SMIC à 2000 €
- 32 heures par semaine
- Retraite à soixante ans
- Égalité femmes/hommes

Livret « Archiver, un acte militant »

Plateforme revendicative avec vingt-cinq associations « Le logement pour toutes et tous »

- 8 mars : manifestation et webinaire et grève pour l'égalité femme/hommes
- 15 mars : journée d'étude sur les politiques publiques et enjeux territoriaux
- Du 21 au 24 mars : semaine de solidarité avec la Palestine

10 février : journée d'étude avec retransmission directe « Résolument antifasciste : hier comme aujourd'hui »

Lancement de l'initiative intersyndicale de solidarité avec le peuple ukrainien

Campagne de revalorisation des métiers du soin et lien

Diffusion des quatre affiches « 32 heures »

Livret « Archiver, un acte militant »

Colloque « économie de la paix » avec le mouvement de la paix

conférence nationale des unions locales

Publication des vingt-cinq mesures d'urgence CGT pour l'énergie

29 septembre : manifestation interprofessionnelle pour l'augmentation générale des salaires

Propositions CGT pour relance le pouvoir d'achat : 15/32/60

Lancement de la campagne pour les élections dans la fonction publique

Manifestations pour les droits LGBT

Plan pour la jeunesse

ABONNEZ-VOUS !

S'INFORMER POUR **AGIR**, **AGIR** POUR GAGNER !



1 an d'abonnement

À PARTIR DE 5€ PAR MOIS

- 4 numéros papier / an
- Versions numériques
- nvo.fr en illimité
- Newsletter hebdo



Abonnez-vous en ligne

Soutenez
une presse syndicale
indépendante et engagée !

BULLETIN D'ABONNEMENT | LA VIE OUVRIÈRE

À retourner accompagné de votre règlement à : La Vie Ouvrière, Case 600, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél. : 01 49 88 68 50 - abonnement@nvo.fr

Oui, je m'abonne à la Vie Ouvrière papier et numérique (4 n°/an) + accès nvo.fr

Formule VO : 60 € / an Formule VO SOLIDAIRE : 80 € / an

Syndicat / société (si nécessaire à l'expédition) _____

Madame Monsieur

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Fédération ou branche professionnelle _____

Tél. _____ Année de naissance _____

Courriel _____

J'accepte de recevoir les offres promotionnelles de l'entreprise de presse La Nouvelle SA La Vie Ouvrière.

Mode de paiement

Chèque de à l'ordre de la Vie Ouvrière n° chèque _____

Banque _____

Prélèvement automatique en : 1x60€ 12x5€ SOLIDAIRE : 1x80€

Offre valable jusqu'au 31/12/2023 en France métropolitaine. Les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé par La Nouvelle SA La Vie Ouvrière l'entreprise de presse de la Cgt. Elles sont collectées et utilisées à des fins de traitement de votre abonnement. Votre adresse email et postale seront utilisées pour le suivi de votre abonnement, l'envoi de la lettre d'information numérique et de communications dont vous bénéficiez en qualité d'abonné. Ces données collectées seront communiquées au seul destinataire suivant : La Nouvelle SA La Vie Ouvrière. Ces données sont indispensables à ce traitement et conservées pendant 3 ans à compter de la fin de l'abonnement. Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, de suppression et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits, veuillez contacter la Vie Ouvrière par email à abonnement@nvo.fr ou par courrier à Nouvelle SA La Vie Ouvrière Case 600, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex. Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

Mandat de prélèvement SEPA

Merci de remplir et signer l'autorisation de prélèvement ci-dessous et de joindre votre RIB.

Titulaire du compte

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

IBAN _____

BIC _____

Créancier : Nouvelle SA la Vie Ouvrière 263, rue de Paris, case 600 - 93516 Montreuil Cedex

Identifiant SEPA : FR87ZZZ632727

Fait le : _____

Signature

Établissement teneur du compte

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Ensemble

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) la Nouvelle SA la Vie Ouvrière à envoyer des instructions à (B) votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Nouvelle SA la Vie Ouvrière. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard, dans les treize mois en cas de prélèvement non autorisé.

la
cgt

Retrouvez toutes nos formules sur nvo.fr



Partout dans le monde,
des manifestations
de soutien ont eu lieu.



Mexico (Mexique)



Paris (France)



Bruxelles (Belgique)



Londres (Angleterre)



BORIS ROESSLER

IRAN

UNE AUTRE RÉVOLUTION EN MARCHÉ // L'assassinat de Jina Mahsa Amini, le 16 septembre 2022 par la police des mœurs iranienne, pour n'avoir pas porté correctement son voile, a signé les débuts d'un soulèvement révolutionnaire de plusieurs mois réunissant des pans entiers de la population unie derrière le slogan : « Femme, vie, liberté ».

Les clameurs se sont peu à peu tues dans les rues, les barricades ont disparu et les vidéos de femmes brûlant leur voile ont cessé d'occuper la une des médias. Mais rien ne sera plus comme avant en Iran. L'assassinat, le 16 septembre 2022, de Jina (son prénom kurde) Mahsa Amini, jeune femme de 22 ans arrêtée dans la rue par une patrouille de la police des mœurs pour « tenue non appropriée », avant d'être brutalisée jusqu'à ce que mort s'ensuive, a été le catalyseur d'un soulèvement populaire aux allures de révolution, créant un point de non-retour pour la société iranienne. Durant plus de cinq mois, à travers tout le pays, un peuple uni a clamé sa détermination à faire tomber la République islamique qui, depuis 1979, impose par la brutalité un contrôle totalitaire, dont les femmes paient le plus lourd tribut. Ces dernières sont en première ligne de la contestation partie de la région du Kurdistan (nord-ouest du pays), dont était originaire Mahsa Amini, et qui a ensuite embrasé plus de 150 villages et villes jusqu'à la capitale Téhéran. Investissant les lieux publics, rues, lycées, universités, usines... « *Le fait que les femmes combattent côte à côte avec les hommes, en ayant un rôle de meneuses, est une dimension très importante de ce soulèvement. Pour une fois, elles ne sont pas reléguées à la marge et sont sur un pied d'égalité avec les hommes* », souligne Boris Plazzi, secrétaire confédéral de la CGT chargé des questions internationales.

Plus de 500 civils tués

À travers des *sit-in* et des manifestations, elles s'affichent publiquement, foulant aux pieds les portraits des dignitaires religieux; chevelure au vent, elles clament : « *C'est toi l'obsédé, et moi la femme libre!* » Certaines brûlent ce voile islamique au nom duquel Jina Mahsa Amini a perdu la vie. Ce symbole visible des lois patriarcales qui entravent leur droit à disposer de leur corps. Face à elles et aux manifestants qui les ont rejointes, clamant de concert leur slogan « *Femme, vie, liberté* », le régime, après un temps de sidération, ne tarde pas à déclencher une répression féroce. Ses forces de sécurité, dès le 26 octobre, commencent à tirer à balles réelles sur la foule : plus de 500 civils sont tués en

cinq mois. Quelque 15000 manifestants sont par ailleurs arrêtés, sans décourager pour autant les insurgés, dont les rangs, au fil des semaines, ne font que grossir.

La mobilisation du monde ouvrier

« *La colère populaire contre les partisans du régime s'est, depuis les années 2000, répandue à tout le territoire iranien. Elle est transgénérationnelle et a uni, lors des manifestations de 2022, les classes populaires et les élites culturelles et sportives du pays* », analyse l'universitaire Sepideh Farkhondeh. En témoigne aussi la puissante mobilisation du monde ouvrier qui a exprimé sa solidarité avec le mouvement à travers des grèves, et notamment la mobilisation des syndicats iraniens Vahed (syndicat des travailleurs des bus de Téhéran et de sa banlieue), ainsi que ceux de la Coordination des associations professionnelles des enseignants. Lesquels ont déjà payé le prix fort de leurs prises de position en subissant une vague d'arrestations déclenchée dès mai 2022. La crise économique – l'Iran a subi une contraction de son économie de 12 % entre 2018 et 2020, selon un rapport de la Banque mondiale –

et ses effets sur la population – dont 18,4 % vit dans un état de pauvreté absolue (chiffres de l'Institut du Moyen-Orient) – ne sont pas étrangers à la généralisation de cette colère qui gronde depuis plusieurs décennies et dont les mouvements de protestation successifs, depuis 1999, ont déjà fait trembler le régime. Si le soulèvement de l'automne 2022 s'inscrit dans la continuité de ces mobilisations, il n'en demeure pas moins singulier en ce qu'il condense toutes les colères face aux formes multiples d'oppression et, surtout, parce que, comme le souligne Boris Plazzi, il n'y aura plus de retour en arrière possible dans la transformation sociale du pays : « *Les aspirations de ses acteurs, malgré l'essoufflement actuel du soulèvement, resteront irréconciliables avec cette dictature islamique qui ne pourra plus jamais dormir sur ses deux oreilles.* »

◆ Hayet Kechit

« Le fait que les femmes combattent côte à côte avec les hommes, en ayant un rôle de meneuses, est une dimension très importante de ce soulèvement. Pour une fois, elles ne sont pas reléguées à la marge. »

Boris Plazzi, secrétaire confédéral

GERARDO VIEIRA

CLAIRE SERIE

LAURIE DIEFFENBACH

DANIEL LEAL



AU CŒUR DU TERRITOIRE

NUANCES// Née de l'unification de deux régions au profil très différent, l'Auvergne-Rhône-Alpes (Aura) n'a pas encore trouvé d'identité culturelle propre. En revanche, elle rassemble une industrie et une agriculture importantes. Cinquième département de la région, le Puy-de-Dôme, lui, concentre les emplois autour de Clermont-Ferrand.

Avec un produit intérieur brut (PIB) de près de 240 milliards d'euros, Auvergne-Rhône-Alpes (Aura) constitue la deuxième région économique française, après l'Île-de-France. Elle représente ainsi 11,4 % de la richesse nationale. Son PIB, comparable à celui du Danemark, est supérieur à ceux de l'Irlande, du Portugal, de la Finlande ou de la Grèce. «Avec plus de huit millions d'habitants, la région Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région la plus peuplée et la plus jeune de France. Un habitant sur deux a moins de 40 ans, et un sur quatre moins de 20 ans. Avec 3 300 000 emplois, notre région se situe au deuxième rang en France et au premier rang pour le nombre d'emplois industriels, avec 511 000 salariés et salariées», détaille Agnès Naton, la secrétaire générale du comité régional d'Auvergne-Rhône-Alpes.

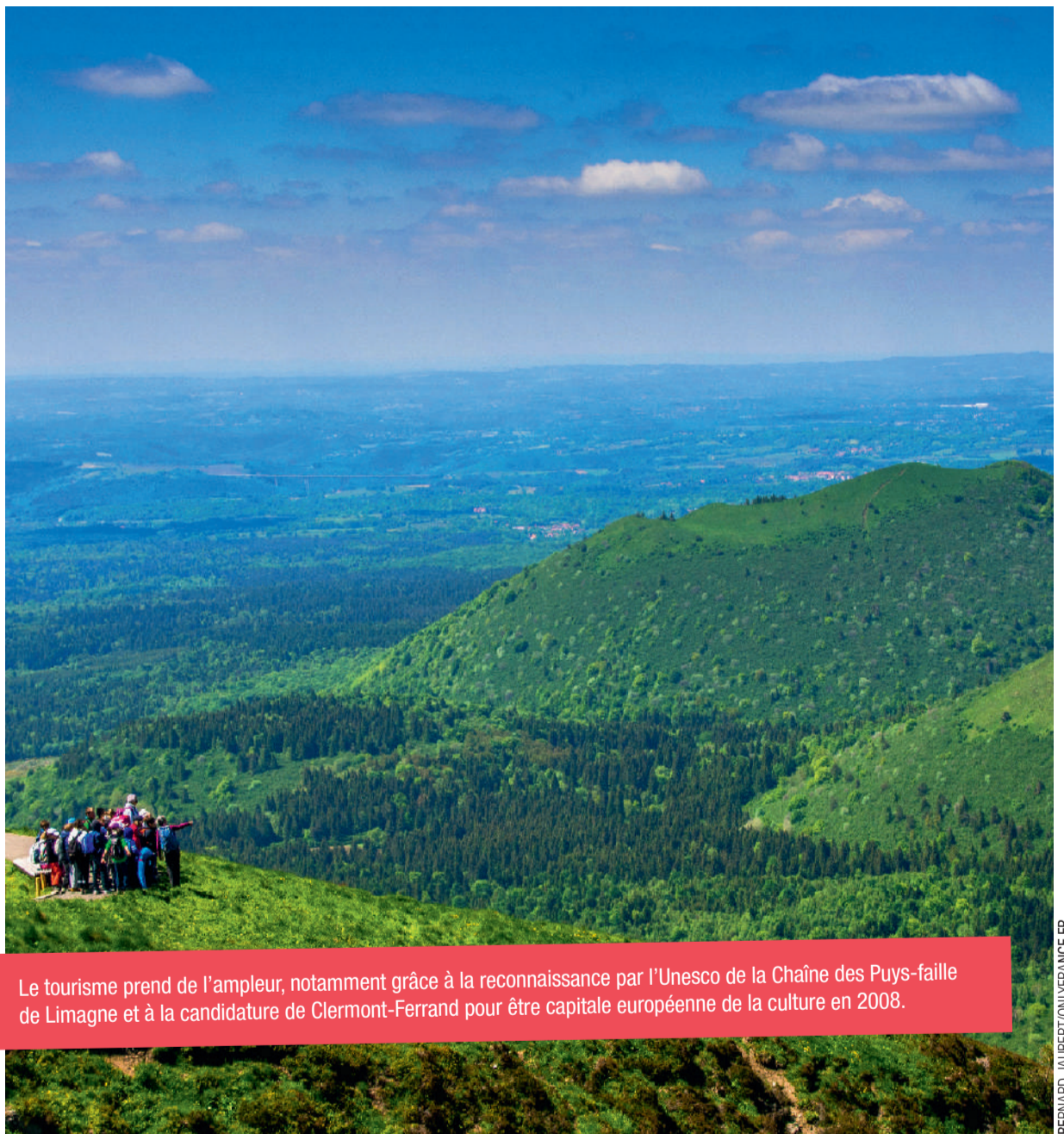
La région Aura compte ainsi 400 grandes entreprises au sein de ses 770 000 entreprises et 2 900 sociétés de taille intermédiaire, principalement dans le couloir du Rhône et de la Saône, ainsi qu'à proximité de la Suisse. La moitié des deux millions de salariés du secteur privé est employée par de grandes entreprises. Mais 99 % des entreprises ont moins de 250 salariés. Les microentreprises sont pour leur part surreprésentées au sein des zones touristiques. Quant aux PME, elles sont souvent installées dans des zones de tradition industrielle.

Un paysage encore industriel

«Le plus gros employeur de la région, Michelin, dont le siège est basé à Clermont-Ferrand, avec plus de 4000 salariés, employait encore jusqu'à 30 000 personnes dans les années 1970. En janvier 2011, elle employait 12 000 salariés environ», regrette Ghislain Dugourd secrétaire général de l'union départementale de la CGT Puy-de-Dôme. L'industrie régionale couvre huit grands secteurs d'activité: machines et équipements, principalement dans l'est de la région; produits métalliques; produits en caoutchouc et en plastique; produits électriques et électroniques, particulièrement dans l'agglomération de Grenoble; industrie chimique, concentrée dans la vallée du Rhône; industrie pharmaceutique (Sanofi Pasteur et Sanofi Chimie); industrie agroalimentaire, avec Limagrain mais aussi les eaux de Volvic; et enfin industrie textile. L'agriculture représente 2,5 % de l'emploi régional. L'élevage, notamment bovin, occupe une bonne partie des terres. À l'instar des exploitations fruitières (20 % des exploitations françaises).

Un territoire qui se désertifie

«La région regroupe douze départements avec une grande diversité géographique, climatique, économique et culturelle, décrit Ghislain Dugourd. Dans le Puy-de-Dôme, l'activité économique se concentre de plus en plus sur la métropole clermontoise, avec une désertification du reste du territoire. C'est le lot de la décentralisation. L'aire d'attraction de Clermont-Ferrand s'élargit aux communes alentour, avec, comme résultat, moins de moyens donnés



Le tourisme prend de l'ampleur, notamment grâce à la reconnaissance par l'Unesco de la Chaîne des Puys-faille de Limagne et à la candidature de Clermont-Ferrand pour être capitale européenne de la culture en 2008.

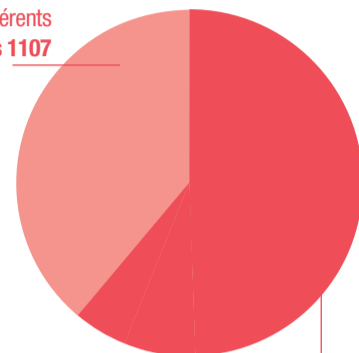
aux petits territoires. Lesquels subissent une inégalité d'accès aux services publics et à l'aménagement du territoire.» Avec 656 000 habitants, le Puy-de-Dôme se présente comme le cinquième département d'Aura, qui s'organise principalement autour d'un pôle métropolitain de près de 700 000 habitants allant de Vichy (Allier), au nord, à Brioude (Haute-Loire), au sud. Le repli marqué des effectifs industriels dans le département ne date pas d'hier. Les difficultés préexistaient dans l'industrie du Puy-de-Dôme avant la crise sanitaire. Entre 2019 et 2021, deux grands secteurs industriels du département ont ainsi perdu un nombre conséquent d'emplois: le caoutchouc plastique (-768) et la métallurgie et travail des métaux (-463). Des postes ont également été supprimés dans l'industrie

pharmaceutique et la production de matériel de transport. «L'activité industrielle est remplacée par des activités tertiaires. Aujourd'hui, on est à 16 % d'emplois industriels alors que nous étions encore à un peu plus de 18 % à la sortie de la crise de 2008. À Clermont Métropole, le tourisme prend de l'ampleur, notamment grâce à la reconnaissance par l'Unesco de la Chaîne des Puys-faille de Limagne et à la candidature de Clermont pour devenir capitale européenne de la culture en 2028», poursuit Ghislain Dugourd. Même après la crise du Covid, le Puy-de-Dôme reste une destination touristique nature qui rassure. En 2022, 90 % des professionnels de Clermont Auvergne Métropole étaient satisfaits de la fréquentation touristique estivale et 40 % la jugeaient même très bonne. ♦ Sonia Reyne



LA SYNDICALISATION DANS LE PUY-DE-DÔME

Adhérents
retraités 1107



Adhérents actifs 8159

SYNDICALISATION

EN HAUSSE// La mobilisation contre la réforme des retraites a donné de l'élan aux adhésions à la CGT du Puy-de-Dôme. Consciente de l'intérêt de coller au plus près des besoins des salariés, l'union départementale travaille depuis plusieurs mois à la création de syndicats départementaux des isolés dans différents secteurs professionnels.

« **D**epuis janvier, les adhésions à la CGT ont connu une progression que je n'avais jamais vue auparavant », apprécie Ghislain Dugourd, secrétaire de l'union départementale de la CGT Puy-de-Dôme. Une bonne nouvelle alors que le taux de syndicalisation était en baisse depuis les années 1970 dans le Puy-de-Dôme, notamment en raison de la baisse des emplois industriels et de la hausse de la précarité. Ces dernières semaines, la mobilisation contre la réforme des retraites aimante de nouveau les salariés vers la CGT, y compris ceux qui avaient déserté le combat syndical. « Sur le site de la CGT, nous avons multiplié par 10 le nombre de demandes d'adhésion depuis janvier », remarque Ghislain Dugourd, alors que celles-ci plafonnaient à deux ou trois par mois. « Sans compter les adhésions qui arrivent lors des manifestations, directement au secrétariat de l'union départementale ou par le biais des sites Internet fédéraux ou du site confédéral. », ajoute-t-il. La mobilisation contre la réforme des retraites prend diverses formes : rassemblements, débrayages, marches au flambeau, et des initiatives en nombre important dans des villes où on ne les attendait pas : Thiers, Issoire, Ambert... « La mobilisation s'ancre partout et la population reprend confiance dans l'action syndicale CGT », se félicite Ghislain Dugourd.

Rassembler les isolés

En dépit de cette embellie, comme partout ailleurs la syndicalisation se heurte à plusieurs obstacles. Première difficulté : la taille des entreprises dans le département. Les micro-en-

treprises concentrent en effet 20 % des salariés, et les PME, 30 %, principalement dans le textile, le commerce, la santé ou encore la métallurgie. Un chantier pour la CGT du Puy-de-Dôme, qui s'attelle à la création de syndicats départementaux pour ces travailleurs isolés. « Le syndicat départemental permet de structurer les syndiqués issus d'un même champ professionnel mais pas assez nombreux pour monter leur propre syndicat dans leur entreprise ou dans leur service. Il permet de travailler les revendications professionnelles de manière collective et d'améliorer l'activité de la CGT dans les PME et TPE », précise Ghislain Dugourd. Cela permet d'implanter la CGT dans des entreprises de 60 ou 70 salariés, dans lesquelles nous n'aurions qu'un ou deux syndiqués sans moyens, et de travailler les dossiers par filière professionnelle avec l'ensemble des structures territoriales du département que sont nos unions locales ou nos coordinations syndicales. » Pour ce faire, l'organisation territoriale tente de répondre au mieux aux besoins des syndiqués et a fait le choix de monter des syndicats départementaux par fédération et par secteur professionnel. « Le travail de Gilles Casimir, secrétaire général de l'Union syndicale Puy-de-Dôme des travailleurs de la métallurgie en est une illustration. Il a permis de regrouper des isolés à Riom, Issoire, Thiers. » Après une petite année d'existence, ils sont une quarantaine d'isolés rattachés à cette Union syndicale bien qu'ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises ou sur les mêmes secteurs géographiques. Pour Fatima Rouaski, chargée de l'animation de la vie syndicale à l'union départementale,

NOMBRE D'ADHÉRENTS PAR SECTEUR :

AGRO-AL.	490
CHEMINOTS	403
CHIMIE	324
CNPE	39
COMMERCE	829
CONSTRUCTION	795
ÉQUIP.	61
FAPT	555
FERC	233
FILPAC	62
FINANCES	324
FNME	439
FSPBA	61
INTÉRIMAIRES	13
JOURNALISTES	21
MÉTAUX	414
ORGA SOCIAUX	160
PORTS ET DOCKS	51
SANTÉ	1 008
SERV. PUB	994
SOC. ÉTUDES	23
SPECTACLE	28
THC	29
TRANSPORTS	459
TRAV. ÉTAT	211
UFSE	72
VERRE CÉRAM.	62

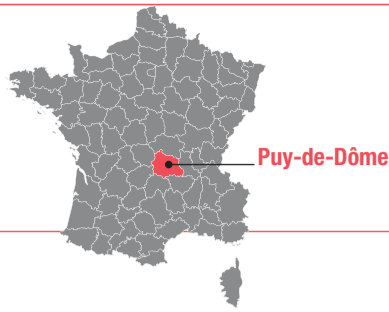
Source 2020

l'objectif est d'éviter d'avoir des syndiqués isolés dans la lutte. D'où l'idée d'impulser la création et la coordination de syndicats de site ou de zone pour regrouper ces isolés, qui sont souvent en situation précaire dans de très petites, voire de moyennes entreprises.

Retrouver le collectif dans la lutte

Fatima Rouaski invente des solutions : « Il faut trouver des personnes qui veulent bien s'investir. Souvent elles veulent adhérer à la CGT parce qu'elles aiment nos valeurs et tout ce qu'on apporte. » « Mais de là à s'investir dans l'entreprise, surtout dans des TPE ! Ça crée de l'inquiétude sur l'ambiance avec l'employeur, ça peut freiner l'enthousiasme, d'autant que dans les TPE si tu es élu tu n'as pas vraiment de moyens », confirme Ghislain Dugourd. Fatima Rouaski souhaite créer et animer des activités départementales par secteur professionnel pour que les isolés dans les TPE se serrent les coudes. Tout est à construire : « Je viens de la médecine du travail. Ça fait plus de vingt ans que je travaille à l'AIST (Service de prévention et de santé au travail interentreprises). C'est la première fois que j'arrive à constituer une liste avec des cadres, nous avons décroché six sièges au CSE. » « Il reste beaucoup à faire. On sent un manque de connaissance, il faut motiver les adhérents à suivre des formations. Apprendre à se battre, découvrir les outils de la CGT », poursuit-elle. « Les syndicats départementaux par filière permettent de faire le lien entre les fédérations CGT et notre union départementale. Cela favorise une meilleure implantation dans les entreprises et montre qu'il y a une activité syndicale CGT. Les travailleuses et travailleurs retrouvent du sens dans l'action collective et deviennent actrices et acteurs de leur activité syndicale, remarque Ghislain Dugourd, et la mobilisation actuelle contre les retraites en apporte la preuve. Le collectif et la solidarité rendent ce mouvement populaire. Les gens se disent qu'on a intérêt à se réunir pour discuter ensemble des modalités d'action, de revendications communes, de ce que l'on peut porter ensemble pour massifier nos combats communs et gagner le progrès social. »

◆ Sonia Reyne



64,6 %
c'est le nombre d'actifs ayant
un emploi dans le Puy-de-Dôme
source Insee

PUY-DE-DÔME

UN DÉPARTEMENT EN LUTTE // Mobilisations massives contre la réforme des retraites, combat de longue date pour la sauvegarde du service public ferroviaire, grèves pour les salaires... Dans leurs entreprises ou en prenant part à des combats citoyens, militants et militantes de la CGT se mobilisent partout dans le Puy-de-Dôme. **Clément Pouré**

APRÈS LUXFER

LES FORGES DE GERZAT

La lutte paie. Parfois, quand on n'y croit plus. L'ancienne usine de Luxfer à Gerzat, qui avait cessé son activité en 2019, rouvrira bientôt sous un nouveau nom : les Forges de Gerzat. L'annonce de la fermeture de cette ancienne usine Pechiney-Rhenalu, rachetée en 2001 par Luxfer, est tombée en 2018. Les salariés s'étaient mobilisés pendant de longs mois pour éviter la suppression de 136 emplois et la fin d'une activité unique sur le territoire français, la production de corps creux destinés à stocker du gaz à haute pression. « *Après la fermeture, on a eu toute une smala de propositions de repreneurs avant qu'Europlasma se positionne sur le rachat, confie Axel Peronczyk, syndicaliste CGT et figure du mouvement de 2019. Maintenant, on essaie de reconstruire notre outil de travail, de recréer quelque chose pour le territoire.* » Au total, c'est près de 100 millions d'euros qui seront investis par les pouvoirs publics et Europlasma. À terme, 200 emplois devraient être créés. « *Une partie des salariés ont déjà été repris* », se réjouit Axel Peronczyk. Europlasma s'est engagé à recruter en priorité des anciens de Luxfer. ♦

BANQUE DE FRANCE

DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Dès les premières phrases, Alain Roux, délégué syndical CGT de la Banque de France, donne le ton : « *Nous sommes évidemment pour le déménagement de l'imprimerie, mais cela ne doit pas être un prétexte pour dégrader nos conditions de travail.* » L'entreprise centenaire, qui fabrique euros et francs CFA, est engagée dans un projet d'ampleur : la relocalisation de son usine de Chamalières à Vic-le-Comte, une autre commune du Puy-de-Dôme. Un investissement de 220 millions d'euros nécessaires, dicit Alain Roux, puisque « *l'usine actuelle reste difficilement adaptable au développement des nouveaux process industriels ainsi qu'aux normes que nous impose la BCE* ». Le déménagement, prévu pour 2026, sert aussi de prétexte à la direction pour une réorganisation du travail au sein de l'usine. Une stratégie de cheval de Troie dénoncée par le syndicat majoritaire, la CGT. « *L'entreprise a investi dans du nouveau matériel, plus performant et plus rapide et la direction veut profiter de ces investissements pour diminuer le nombre d'imprimeurs évoluant sur ce type de machines d'impression*, explique Alain Roux. *Il n'y aura pas de licenciements secs, mais l'entreprise veut en profiter pour instaurer un turn-over afin de mettre en place une flexibilité néfaste pour les ouvriers. Dans ce bastion syndical, les ouvriers travaillent huit heures et demie par jour en trois-huit quatre jours par semaine. L'objectif de cette réorganisation est de passer sur une ouverture à cinq jours de travail par semaine afin de réduire drastiquement les heures supplémentaires et d'augmenter la rentabilité de l'imprimerie. La direction exerce un véritable chantage si nous ne validons pas les nouvelles organisations de travail, en nous menaçant de dénoncer les accords d'établissement en vigueur. Cela mettra en péril nos acquis sociaux, garants de nos conditions de travail.* » Johann Sédille, élu CSE, pointe un autre problème : l'augmentation des troubles musculo-squelettiques, un fléau dans la profession lié essentiellement au montage du papier réalisé manuellement avec les bras des imprimeurs, qui va indiscutablement s'accroître avec l'augmentation des cadences de production. « *Une partie d'entre nous bénéficie encore d'un statut de titulaire, mais depuis les années 2000 les embauches sont toutes réalisées par le biais de contrats de droit privé régis par la banque de France*, reprend Alain Roux. *Cette stratégie a permis de réaliser à la Banque de France de grosses économies, mais va avec le non-remplacement de départs en retraite, qui culmine en moyenne à un remplacement pour trois départs. Force est de constater que les économies se font toujours sur le dos des agents de la fabrication des billets.* » Pas question de se laisser faire. Les travailleurs de l'usine de Chamalières ont entamé, il y a plusieurs mois, une grève perlée. « *Depuis le 5 décembre, on débraie une heure en fin de poste. Chaque débrayage arrête les machines pour trois heures. Les serres sont quasiment vides, on va arriver sur des gros problèmes pour livrer nos clients dans un mois si le mouvement continue comme il est à l'heure d'aujourd'hui.* » Une stratégie de guérilla qui a poussé la direction à la table des négociations, sans qu'un accord puisse être encore trouvé. ♦

CONSTELLIUM

LA LUTTE PAIE CASH

Comment négocier une augmentation de salaire ? Les syndicalistes de Constellium ont une technique maison particulièrement efficace : faire grève... toute l'année. En 2022, la section CGT de l'entreprise a déposé un préavis annuel de grève sur la question des salaires. L'objectif : permettre aux salariés de faire grève une heure ou deux, quand ils le peuvent, pour mettre la pression sur la direction. « *On laisse monter la chaleur, on s'arrête, la machine refroidit, on fait remonter la chaleur, puis on se remet en grève* », résume, pas peu fier, Christian Lacoste, délégué syndical CGT du groupe. Résultat : des négociations annuelles obligatoires avancées de plusieurs mois et une augmentation de 5,6 % obtenue dans la foulée. Une lutte qui fédère et syndique dans cette usine ayant par le passé appartenu au groupe Pechiney. « *Depuis janvier 2022, on a augmenté le taux de syndicalisation de 30 %* », se félicite le délégué syndical. Un autre préavis de grève, courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, a été déposé début 2023. ♦

MINE DE LITHIUM

UN PROJET QUI POSE QUESTION

Échassières connaissait l'extraction de kaolin. Elle connaîtra bientôt celle du lithium. Dans cette petite commune de l'Allier à la frontière du Puy-de-Dôme, on extrait depuis des années le minerai nécessaire à la fabrication de carrelage de porcelaine. Dès 2027, le groupe de production et de transformation de minéraux industriels Imerys prévoit d'exploiter 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an, destinées à alimenter les batteries de 700 000 véhicules électriques. « *En fait, cette histoire dure depuis le début des années 1980* », explique Michel Beurrier, ex-secrétaire général de l'union départementale du Puy-de-Dôme, qui vit à quelques kilomètres du futur site d'extraction. À l'époque, le Bureau de recherches géologiques et minières constatait déjà l'importante présence de ce minerai dans le sol auvergnat. L'ouverture d'une mine est même envisagée dès 1982, avant d'être abandonnée en 1985. « *La CGT manifestait aux côtés du PCF pour l'ouverture du site* », se souvient le militant. S'appuyant sur des relevés effectués en 2015, Imerys assure que le gisement fonctionnera au moins vingt-cinq ans, de quoi faire de l'entreprise « *un fournisseur de premier plan du marché européen des batteries et lui conférerait un rôle clé dans l'industrie mondiale du lithium* ». L'ouverture du site pourrait, toujours selon

l'entreprise, créer plus d'un millier d'emplois. Une promesse alléchante qui ne suffit pas à convaincre. « *On parle de 1000 emplois en interne et en externe, mais sur quel territoire et sur quelle durée ?* » s'interroge Michel Beurrier. *Il faut savoir si ces postes vont être pérennes, si la mine leur permettra de travailler tout le long de la vie.* » Autre source d'inquiétude : l'écologie. Le site de Beauvoir, d'où devrait être extrait le lithium, se trouve au cœur d'un site riche en biodiversité avec deux zones Natura 2000, différents cours d'eau, des espèces rares qui figurent sur la liste rouge des espèces menacées... Au-delà de cet impact, l'exploitation du lithium, très coûteuse en eau, est par essence particulièrement polluante. L'entreprise promet un site à la pointe de la technologie, où tout est pensé pour limiter l'impact environnemental. « *Quelles seront les techniques d'extraction du granit ? Que vont devenir les milliers de tonnes de résidus ? Où vont être puisés les mètres cubes d'eau nécessaires ? Et comment cette eau sera-t-elle purifiée après utilisation ?* », interroge, peu convaincue, la CGT de l'Allier dans un communiqué publié en décembre. ♦

À Clermont-Ferrand, des milliers de personnes se sont déplacées pour la cinquième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, le 16 février.



ADRIEN EILLON / HANIS LUCAS VIA AFP

RETRAITES

LE DÉPARTEMENT MOBILISÉ CONTRE LA RÉFORME

Des dizaines de milliers de personnes le 19 janvier. Presque autant deux semaines plus tard. Plus de 10000 en pleines vacances scolaires le 7 février. Massif à Paris, le mouvement intersyndical contre la réforme des retraites connaît un succès retentissant dans toutes les régions de France. Clermont-Ferrand, 141000 habitants et chef-lieu du département du Puy-de-Dôme, ne fait pas exception. « Ça fait longtemps qu'on n'avait pas vu de mobilisations aussi massives », pointe Ghislain Dugourd, secrétaire général de l'union départementale du Puy-de-Dôme. Portée par une intersyndicale puissante et unie aux niveaux local comme national, la mobilisation dépasse le cadre de la réforme des retraites. « Un mouvement aussi suivi redonne de l'espoir à toutes et à tous dans l'action collective. Les gens y croient, pensent qu'on peut gagner et, par là, reprennent confiance en leur capacité d'action sur d'autres sujets. » Le mouvement s'étend d'ailleurs dans les petites villes. L'union départementale n'organise plus de manifestations dans des petites communes du département comme Ambert ou Thiers. « Cette fois-ci, on l'a fait pour les journées de mobilisation interpro et ça a marché », se réjouit Ghislain Dugourd. L'engouement se ressent aussi sur les adhésions. Le syndicat enregistrait une dizaine d'inscriptions annuelles via le site de l'union départementale. Rien que pour janvier, le secrétaire général en a décompté 40. « Depuis des années, le gouvernement explique qu'on est morts et enterrés. Les camarades, les travailleurs et travailleuses non syndiqués, tout le monde reprend espoir dans l'action syndicale et en particulier dans celle de la CGT. C'est une très bonne nouvelle. » ♦

La CGT milite pour la sauvegarde du maillage ferroviaire local.



BERNARD JAUBERT / ONLYFRANCE.FR

SNCF

« AVANT D'ARRIVER À PARIS, IL FAUT ARRIVER À CLERMONT »

Il y a les combats médiatiques. Et ceux dont on parle peu. Initiée en janvier par un collectif d'usagers, une pétition demandant l'ouverture d'une ligne TGV entre Paris et Clermont-Ferrand réunit déjà plus de 5000 signatures. La suite visible d'un combat de longue date, porté par les usagers autant que les cheminots, pour la défense du service public ferroviaire sur le département. « La ligne Clermont-Paris est une ligne structurante, qui a déjà fait parler d'elle pour de nombreux retards, glisse Anthony Prat, secrétaire régional adjoint de la CGT-Cheminots Auvergne-Nivernais. Mais, avant d'arriver à Paris, il faut arriver à Clermont ! » Régulièrement mobilisé pour l'amélioration de la liaison Clermont-Paris – par exemple en se mobilisant contre la suppression de certains horaires ou en faveur de nouveaux moyens attribués à l'entretien des lignes et des rames –, le syndicat mène en parallèle de multiples combats pour la sauvegarde du maillage ferroviaire local. « Comme partout en France, le réseau est vieillissant, mais nous avons la particularité d'avoir un territoire rural. » Le tracé des lignes n'est pas simple. Leur entretien, complexifié par la géographie auvergnate. « Passer dans les Cévennes, dans les lignes de montagnes, ce n'est plus une priorité. Mais pourquoi un habitant de nos régions ne pourrait pas avoir une offre de service équitable ? » Le problème est posé. La riposte est collective. S'appuyant largement sur les associations d'usagers et les réseaux d'élus locaux, les cheminots de la CGT se battent ligne par ligne pour améliorer le réseau. « Aujourd'hui, on se mobilise pour la réouverture de la ligne entre Clermont et Le Mont-d'Or », témoigne Anthony Prat. Un combat, dit-il, pour la mobilité autant que pour « l'écologie ». ♦



MICHELIN

UNE ENTREPRISE EN LUTTE // La multinationale n'a jamais cessé de s'opposer aux militants syndicaux et aux avancées sociales. Mais de grandes grèves y ont aussi forgé une tradition de mobilisations inoubliables.

La multinationale Michelin, aux mains de la même famille depuis sa fondation, en 1889, est l'une des géantes du capitalisme français depuis l'après-Première Guerre mondiale. Le mythe entretenu sur sa réussite économique souligne l'apport de ses innovations technologiques, son implantation précoce à l'étranger et sa capacité à instaurer un « esprit Michelin » chez ses salariés, garant d'une paix sociale. Derrière ce mythe, il y a une réalité, celle d'une société qui a été une des premières à généraliser le travail à la chaîne, à instaurer un contrôle social de sa main-d'œuvre via sa politique paternaliste, une société qui par la politique brutale qu'elle a menée dans ses plantations d'Indochine a écrit une des pages les plus noires du colonialisme. Mais, Michelin, c'est aussi l'histoire de ses ouvriers, les « Bibs », qui des années 1930 aux années 1980 ont mené sous le drapeau de la CGT de grands conflits qui ont marqué Clermont-Ferrand. De 1889 à 1936, aucune organisation syndicale ne put s'implanter chez Michelin. La politique paternaliste (écoles, protection médicale, associations sportives et artistiques, cités et coopératives où les ouvriers dépensaient leur argent, etc.), qui s'est perpétuée jusqu'aux années 1960, veillait à assurer la paix sociale et une plus grande productivité des salariés. Mais cela ne suffisait pas. Tout un système de coercition a alors été développé. Dès la fondation du syndicat du caoutchouc, en 1898, les syndiqués identifiés sont renvoyés systématiquement ; le patron, Édouard Michelin appelant à dénoncer « les semeurs de désordre ». Michelin instaure bientôt un contrat du participant qui, par ses conditions exorbitantes, lie l'ouvrier à l'entreprise.

Une conscience de classe est née

Michelin ayant refusé de fermer ses portes le 1er-Mai 1920, ceci fut vécu comme un défi pour les ouvriers, qui pour la première fois firent grève, entraînant le lock-out des usines protégées par la troupe. De vifs affrontements eurent lieu, entraînant la mort d'un non-gréviste. La répression judiciaire envoya 45 ouvriers et ouvrières en prison, des dizaines d'autres furent licenciés tandis que Michelin créa une milice chargée d'éviter les désordres. Le syndicat disparut en 1920 et ce n'est qu'en juin 1936 que le fait syndical a été reconnu chez Michelin. Jusqu'à cette date, tout militant identifié cégétiste, communiste, est renvoyé. Il n'y a aucune grève entre 1920 et 1936. En juin 1936, c'est l'explosion sociale dans une usine bastion des Croix-de-Feu, mouvement d'extrême droite financé par Michelin. Les usines furent occupées deux semaines et le patron dut accorder une augmentation de 25 % des salaires, reconnaître les délégués d'atelier et les conventions collectives. Mais Pierre Michelin, traumatisé par l'occupation et l'afflux de milliers de syndiqués à la CGT,



Défilé de la section CGT Michelin le 1er-Mai 1938. Au centre de la manifestation, son leader, Robert Machadier.

monta un groupe d'autodéfense de centaines d'hommes, bientôt rattaché à la Cagoule, organisation criminelle voulant renverser la III^e République. Juin 1936 marque l'avènement du fait syndical chez Michelin. D'une vingtaine de militants clandestins courant 1934, on passe à plus de 8000 fin 1936, sur 9000 salariés, dont 7000 CGT. Durant les deux ans qui suivirent, la CGT va constituer un contre-pouvoir à la toute-puissance patronale, obtenant la fin des amendes, l'amélioration des conditions de travail, le renvoi de certains chefs de service fascistes. Cette main-d'œuvre d'origine paysanne, triée sur le volet, dépourvue de traditions ouvrières, va ainsi s'organiser indépendamment du patron dans un syndicat puissant, dans des cellules communistes ou des sections socialistes d'entreprise, dans différentes structures sportives ou culturelles d'origine ouvrière qui vont renforcer sa conscience de classe. Michelin profita de la grève générale du 30 novembre 1938 (contre la remise en question des 40 heures) puis de la déclaration de guerre pour se débarrasser de dizaines de leaders cégétistes ou communistes, n'hésitant pas par ailleurs sous l'Occupation à dénoncer des dizaines de militants pour qu'ils soient arrêtés. Symbole de cette répression, Robert Marchadier, leader charismatique de la CGT Michelin, ouvrier le plus lourdement condamné en France après la grève du 30 novembre 1938, premier condamné à mort en zone sud en 1941, héros acclamé par 30000 Clermontois à son retour de déportation. De 1945 à début 1947, plusieurs conflits spontanés

LES GRANDES DATES DE LA CONTESTATION

1936 // 2 FÉVRIER

Première grève chez Michelin depuis 1920. Elle eut un écho considérable et prépara l'affrontement et l'occupation de juin 1936.

1937 // 6 MARS

Plusieurs milliers de Clermontois applaudissent le défilé des Michelin fêtant l'enterrement de la semaine des 48 heures dans l'entreprise.

1988 // 21 AVRIL

Plus de 50 % d'ouvriers en grève après l'annonce de 20 centimes d'augmentation de l'heure, une provocation.

1999 // 21 SEPTEMBRE

4000 Bibs font grève contre l'annonce de 7 500 suppressions d'emploi au moment où Michelin annonce des bénéfices record.

éclateront chez Michelin alors que la direction nationale de la CGT, au nom de la reconstruction du pays, dénonçait les grèves comme l'arme des trusts. Fin 1947 et en 1948, à l'image du pays, Michelin et Clermont connaissent des grèves dures quand les ministres communistes quittent le gouvernement. Des sabotages eurent lieu et les usines, barricadées sous les ordres de la CGT. En juin 1948, des affrontements très violents eurent lieu entre ouvriers et forces de l'ordre, avec plusieurs centaines de blessés de chaque côté. La grève dura dix-sept jours chez Michelin, mais ses résultats furent décevants. En 1950, une grève de soixante-trois jours fut menée pour obtenir le versement d'une prime de 3000 francs par mois. Elle constitue à ce jour le plus important conflit jamais survenu dans cette entreprise. La division syndicale, la fermeté de Michelin à ne pas céder, soutenu par le gouvernement (Solange Chalus, élue CGT, écopa de six mois de prison ferme) aboutirent à une défaite qui a pesé jusqu'à 1968. Affaiblie pas la scission de 1948 et la création de FO, la CGT Michelin passa de 10000 adhérents en 1946 à 4000 adhérents en 1950 et 2800 l'année suivante, après l'échec de la grève.

Une tradition ouvrière en déclin

Hormis une courte grève victorieuse sur les salaires en mars 1958, il n'y eut plus de gros conflits chez Michelin avant 1968. La grève dura alors trois semaines, François Michelin refusant au début de recevoir les syndicats et de reconnaître les accords de Grenelle. En décembre 1977, ce fut la très forte mobilisation contre le semi-continu (la généralisation du travail le week-end). Plus de 10000 personnes manifestèrent et Michelin dut renoncer provisoirement à ses projets. Les années 1980 et 1990 sont marquées par des mobilisations contre les plans de licenciements qui vont se succéder, faisant passer l'usine de 30000 à moins de 9000 salariés en 2023. La disparition progressive des ateliers de production a conduit à réduire le nombre d'ouvriers (moins de 1000 à la production) et à affaiblir le poids de la CGT et la tradition de lutte dans l'entreprise. Tout au long de ces décennies, Michelin n'a jamais cessé d'entraver l'action syndicale, n'hésitant pas cependant à s'appuyer sur les syndicats réformistes pour imposer des reculs, à l'image de l'accord sur les 35 heures entraînant une aggravation des conditions de travail. ♦

Éric Panthou, cosecrétaire IHS CGT 63.



Les ouvrières CGT du service Z de l'usine Michelin de Cataroux lors de l'occupation de juin 1936.

94 000

c'est le nombre de femmes victimes de viol ou de tentative de viol chaque année en France.

Source : Observatoire des violences faites aux femmes



LUTTER CONTRE LE SEXISME

PIONNIÈRE // La cellule de veille CGT contre les violences sexistes et sexuelles a été créée bien en amont de la déflagration MeToo. Des représentants de ce dispositif seront présents au 53^e congrès. L'occasion de faire le point avec sa pilote, Raphaëlle Manière.

Pourquoi la CGT a-t-elle mis en place une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) ?

Raphaëlle Manière : C'est la commission femmes-mixité qui a fait une proposition en ce sens à la direction confédérale. Nous étions interpellées par des camarades qui vivaient ou avaient vécu des violences sexistes et sexuelles. Cela existe à la CGT comme dans le reste de la société. Les femmes concernées s'étaient mises en retrait parce qu'elles n'avaient pas trouvé de soutien. Il fallait créer un espace permettant de les écouter, mais qui puisse aussi intervenir auprès des directions syndicales quand des militantes, des sympathisantes ou tout autre femme alertaient sur une situation de VSS. C'est ainsi que la cellule a été créée, en novembre 2016, pour faire lien et médiation entre les victimes et une organisation syndicale. C'était un an avant l'affaire Harvey Weinstein. Nous aimons le rappeler, car c'est une fierté de l'avoir pensée en amont de la déflagration MeToo. L'enjeu politique, c'est la place des femmes, en responsabilité ou pas, dans la CGT. Hommes et femmes sont quasiment à parité dans le salariat, alors qu'on a seulement 38 % de femmes parmi nos syndiqué·es. Il y a donc une marge d'amélioration très importante. Le renforcement de la CGT passera par celui de la place des femmes en son sein. Or, au travail comme dans la CGT, les VSS sont un frein au maintien des femmes syndiquées et à leur accès en responsabilité.

Quel est le mode de fonctionnement de la cellule ?

Au départ, la cellule était composée de quatre femmes. Nous avons ensuite demandé à des camarades hommes d'intégrer le dispositif car la CGT s'inscrit dans des valeurs d'égalité et de mixité. Et puis les violences, c'est aussi l'affaire des hommes. Les victimes peuvent nous contacter via notre adresse*. Jusque-là, il s'est agi uniquement de femmes, mais cela pourrait aussi être des hommes. On travaille avec les victimes, mais aussi des témoins directs ou indirects, sur un faisceau d'indices permettant de qualifier la nature des violences. S'agit-il de sexisme, de harcèlement moral ou sexuel, d'agression sexuelle, de viol ? Le dossier élaboré par la cellule est ensuite remis à l'organisation syndicale concernée. Cela peut être une union locale ou départementale, une fédération, un syndicat... C'est ensuite à la structure d'organiser l'écoute du mis en cause et de prendre des décisions politiques le concernant. Il y a trois objectifs à nos actions : développer une culture de la protection, sanctionner l'agresseur et organiser un environnement militant non sexiste.

À quelles difficultés vous heurtez-vous dans cette lutte contre les VSS ?

Quand un dossier est transmis à une organisation syndicale, ce n'est pas simple. Il faut régler des problèmes qui concernent des militants, considérés par ailleurs comme de bons copains. Aujourd'hui, il y a des dossiers et des situa-



Raphaëlle Manière

BAPOUSHO

« Ce qui est enthousiasmant, c'est la dynamique féministe qui se tricote peu à peu à la CGT »

cadre commun d'action. Il a été voté à une large majorité en comité confédéral national le 2 février dernier. C'est une décision politique très forte. Le texte a été adressé à toutes les directions syndicales pour qu'elles puissent agir sans l'aide de la cellule. Cela dit, nous restons à la disposition des organisations et des victimes.

Quel bilan tirez-vous de l'action de la cellule après six années d'existence ?

Nous avons monté environ 35 dossiers, dont certains sont encore en cours. Il y a aussi ceux que l'on suit en off. Des femmes nous appellent et nous attendons qu'elles soient prêtes et nous donnent le feu vert avant que nous montions un dossier. Parfois, elles décident de ne pas le faire mais, au moins, une alerte est posée. On aide aussi des organisations, officiellement ou en off, à régler des situations. On est d'ailleurs de plus en plus appelé·es par des dirigeant·es qui nous saisissent ou souhaitent être aidé·es. C'est un basculement révélateur de la sensibilisation aux VSS. Cela ne va pas assez vite et trop de victimes n'ont pas pu retrouver leur place dans la CGT. Politiquement, il y a encore du chemin à faire pour être exemplaire. Mais ce qui est enthousiasmant, c'est la dynamique féministe qui se tricote peu à peu à la CGT. Elle se revendique comme organisation féministe depuis le dernier congrès. Et la cellule prend part à ce mouvement. Pour la première fois depuis son existence, la cellule aura son stand au 53^e congrès de la CGT. Trois de ses membres seront disponibles pour informer les délégué·es et les dirigeant·es. C'est une reconnaissance, un indicateur de notre légitimité et un signal fait à toutes les femmes victimes de VSS. ♦ Propos recueillis par **Christine Lamiable**
* celluleviolences@cgt.fr

tions de violence qui ne sont pas résolus. Certains agresseurs sont soutenus et maintenus en responsabilité. C'est intolérable pour les victimes et pour les valeurs féministes de la CGT. Pour régler ces situations, il faut d'abord y être formé. Il existe pour cela un module confédéral de trois jours, nommé « Combattre les VSS au travail ». Un nouveau module d'une journée a également été créé en octobre dernier à destination des commissions exécutives qui ne traitent que des VSS dans la CGT. La moitié des dirigeant·es de la direction confédérale l'a suivi à ce jour. Mais il faut également un

la cggt VIOLENTOMÈTRE	
Remarques et critiques acceptées	ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL SAIN
Promotions pour les femmes comme pour les hommes	ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL SEXISTE ET HOSTILE
Travail en confiance et autonomie	
Reconnaissance du travail	
Refus de relations extraprofessionnelles accepté	
Commentaires sur votre apparence	
Parole coupée systématiquement	HARCELEMENT SEXUEL
Blague sur les « promotions canapé »	
Questions indiscrettes insistantes sur votre vie privée	
Blagues sexistes et sur les blondes	
Évocation de sexualité sans accord	
Mécontentement après votre refus d'être accompagnée	AGRESSIONS SEXUELLES
Recherche systématique d'être seul avec vous	
Images à caractère pornographique visibles	
Regards insistants sur votre poitrine et vos fesses	VIOLS
SMS ou mails sexuels sans accord	
Demande insistante d'un acte sexuel	
Hostilité liée au refus d'un acte sexuel	
Menaces professionnelles pour obtenir un acte sexuel	
Baiser forcé par surprise	
Toucher vos seins, fesses ou cuisses sans consentement	
Fellation ou pénétration forcée	



Scannez le QRCode et téléchargez le violentomètre

Yoann Ziegler, l'art de redonner de la noblesse à des instruments. Un savoir-faire et une passion qu'il cultive depuis de nombreuses années...



JÉRÔME CHABANNE

YOANN, ARTISAN COUTELIER

ARTISTE// À contre-pied de la coutellerie d'art, Yoann Ziegler personnalise des objets de série, moins onéreux. Par goût et par conviction, il affûte et répare lames professionnelles ou couteaux de poche, au cœur du bassin thiernois, haut lieu de la coutellerie mondiale.

Pour cet artisan, fabriquer ou réparer les couteaux pour tout un chacun rend sa noblesse à l'objet, à son usage et à l'usager : « *Voilà deux ans que je participe à des salons professionnels et que j'exerce mon activité d'affûtage sur des marchés de Cournon, Montferrand, Riom et Cébazat. Je vends aussi des couteaux en série dont j'assure la finition.* » Yoann Ziegler aime le contact direct avec ses clients et, s'il travaille dans son atelier à Courpière pendant l'hiver, il s'offre le luxe de l'itinérance dès les beaux jours et met le cap vers d'autres horizons. Pendant la saison touristique, il fabrique et affûte sur les marchés, en Dordogne. Afin de vivre plus confortablement l'aventure de l'artisanat ambulancier, ce coutelier de 40 ans aménage un camion au nom de son entreprise : le Sablier. Colporteur tranquille, Yoann Ziegler égrène le temps à son rythme. Pour bien faire les choses, l'hiver, derrière les grandes baies vitrées de son atelier, il travaille sur le stock de lames à polir : damas ou différents alliages qu'il marque de son sceau. Il élabore aussi ses propres couteaux à partir de barres de métal et apporte un soin particulier à tous les éléments de finition. Des fioritures et guillochages originaux ornent le manche de tous ses couteaux. Backstand (ponceuse à bande stationnaire pour la coutellerie), touret à polir, four de trempe, enclume de coutelier... « *J'ai presque tout l'outillage en double pour travailler sur les marchés comme à l'atelier.* »

Redonner vie à des objets anciens

Quelques cornes de cervidés trônent sur ou sous les établis, mais Yoann Ziegler préfère équiper ses couteaux de manches de bois originaux. Plus rares que

précieuses, les essences de bois sont choisies par les futurs propriétaires et personnalisent l'objet. Les longs mois d'hiver, à l'atelier, il prépare les plaquettes pour que les faces s'ajustent parfaitement : bois local, singulier ou de récupération, comme de splendides morceaux de croix du Christ, rendent ses couteaux uniques. « *Je ne souhaite pas m'éparpiller. Proposer en série le Laguiole, le couteau Alpin, le couteau Roquefort et le couteau Aurillac assure des tarifs raisonnables pour l'acheteur et, pour autant, la finition permet de s'offrir un couteau unique.* » Continuer à aiguiser ou à réparer des couteaux sur les marchés, rencontrer ses clients, discuter avec un ou une cheffe de restaurant, une ou un artisan ou encore un quidam convient bien à la philosophie de vie et de travail de Yoann Ziegler. Il trouve la noblesse d'une lame de coupe-chou, de

« La finition permet de s'offrir un couteau unique »

massicot ou de couteau dans l'usage qu'en fait son propriétaire. « *Quelques collectionneurs regrettent que je ne laisse pas dans leur jus les objets anciens sur lesquels je travaille parfois. Ce qui me plaît, c'est de leur redonner vie, qu'ils soient utiles et utilisés, pas dans une vitrine.* » Il s'enthousiasme pour les couteaux à secret comme ce cran d'arrêt qu'il a conçu pour qu'on puisse le bloquer avec une pièce de 5 centimes. Passionné de couteaux à système, il prend le temps de comprendre le fonctionnement de ceux trouvés sur une brocante ou dénichés par ses clients. Après un CAP en apprentissage, Yoann Ziegler a exercé pendant huit ans dans plusieurs coutelleries de la région thiernoise. « *J'ai aussi travaillé pour l'un des derniers fabricants de coupe-choux. Puis j'ai été polisseur, on ne polit d'ailleurs pas que les couteaux, les prothèses aussi par exemple. Finalement, coutelier en entreprise, c'est vite assez routinier. J'ai fait le choix d'être artisan pour vivre plusieurs facettes de mon métier.* » ♦ **Sonia Reyne**



LA VACHE QUI TÊTE

Des viandes et des légumes de producteurs locaux et de proximité, juste en face du tribunal.

**24, rue de l'Ange,
63000 Clermont,
tél.: 04 73 39 79 50.**

LE PUY DE LA LUNE

Truffade, cuisses de grenouille, carbonnades... Une cave sympa et très souvent des concerts de jazz.

**3, rue de la Michodière,
63000 Clermont,
tél.: 04 73 37 15 51.**

FROMAGERIE NIVESSE

Une référence clermontoise pour les fromages d'Auvergne, et vous découvrez en plus le marché Saint-Pierre.

**23, place Saint-Pierre,
63000 Clermont,
tél.: 04 73 31 07 00.**

LES CAVES TISSANDIER

La référence des vins et spiritueux, pour goûter les vins locaux.

**10, boulevard Desaix,
63000 Clermont-Ferrand,
tél.: 04 73 35 39 97.**

BOUCHERIE DURIF

De vrais bouchers, des charcuteries auvergnates, un must pour découvrir l'élevage local.

**7, rue Saint-Genès,
63000 Clermont-Ferrand,
tél.: 04 73 91 36 11.**

L'APÉRÉTIK

Produits locaux pour l'apéro : fromages, charcuteries, grignoteries diverses et du vin, de la bière, des alcools locaux, avec un concept éco-durable.

**6, rue de la Treille,
63000 Clermont-Ferrand,
Tél.: 04 63 08 29 47.**

BIÈRES LE PLAN B

La brasserie locale, dans la ville. L'une des premières à s'installer, parfaite.

**32, av de la Libération,
63000 Clermont-Ferrand,
tél.: 04 73 93 88 92.**